

(I)

(N° 4)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1913-1914

BUDGETS DES RECETTES ET DES DÉPENSES

POUR

L'EXERCICE 1914

EXPOSÉ GÉNÉRAL

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à la Législature seize projets de loi formant le Budget général des Recettes et des Dépenses du Royaume pour l'exercice 1914, ainsi que le projet de Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre.

D'après l'ensemble des projets formant le Budget général, le bilan présumé de l'exercice 1914 s'établit ainsi qu'il suit :

Montant des évaluations de recettes . . fr.	807,313,524 »
— prévisions de dépenses . . .	806,754,379 92
Soit un excédent de recettes de . . . fr.	559,144 08

Le tableau suivant présente le détail de ces chiffres mis en regard de ceux du Budget de 1913 :

DÉSIGNATION DES BUDGETS.		MONTANT DES BUDGETS		DIFFÉRENCES.	
		votés pour l'exercice 1913.	en projet pour l'exercice 1914.	Augmentations.	Diminutions.
Dette publique	Dépenses ordinaires . . .	209,361,718 72	217,503,897 92	8,142,179 20	»
	— exceptionnelles.	10,000 »	»	»	10,000 »
Dotations	— ordinaires . . .	5,543,050 »	5,614,759 »	71,709 »	»
	— exceptionnelles.	»	»	»	»
Ministère de la Justice . . .	— ordinaires . . .	30,099,400 »	31,378,400 »	1,279,000 »	»
	— exceptionnelles.	1,783,333 »	870,000 »	»	913,333 »
— des Affaires Étran- gères	— ordinaires . . .	4,990,686 »	5,127,091 »	136,405 »	»
	— exceptionnelles.	»	»	»	»
— de l'Intérieur . . .	— ordinaires . . .	7,457,805 »	7,784,910 »	327,105 »	»
	— exceptionnelles.	444,000 »	195,000 »	»	249,000 »
— des Sciences et des Arts	— ordinaires . . .	41,204,302 »	42,091,228 »	886,926 »	»
	— exceptionnelles.	1,168,727 »	1,088,500 »	»	80,227 »
— de l'Industrie et du Travail	— ordinaires . . .	26,049,500 »	25,972,600 »	»	76,900 »
	— exceptionnelles.	1,308,000 »	901,000 »	»	407,000 »
— des Chemins de fer.	— ordinaires . . .	236,043,784 »	246,484,749 »	10,440,965 »	»
	— exceptionnelles.	»	»	»	»
— de la Guerre . . .	— ordinaires . . .	69,404,495 »	81,939,225 »	12,534,730 »	»
	— exceptionnelles.	8,636,651 82	7,890,000 »	»	746,651 82
Gendarmerie	— ordinaires . . .	9,313,620 »	11,267,230 »	1,953,610 »	»
	— exceptionnelles.	188,180 »	»	»	188,180 »
Ministère des Finances . . .	— ordinaires . . .	25,302,150 »	26,534,050 »	1,231,900 »	»
	— exceptionnelles.	10,000 »	10,000 »	»	»
— de l'Agriculture et des Travaux publics .	— ordinaires . . .	31,860,107 »	33,069,424 »	1,209,317 »	»
	— exceptionnelles.	6,175,500 »	2,070,000 »	»	4,105,500 »
Budget métropolitain du Mi- nistère des Colonies .	— ordinaires . . .	1,121,483 »	1,442,925 »	21,442 »	»
	— exceptionnelles.	»	»	»	»
Ministère de la Marine, des Postes et Télégraphes .	— ordinaires . . .	49,622,944 »	53,273,391 »	4,350,447 »	»
	— exceptionnelles.	122,000 »	720,000 »	598,000 »	»
Non-Valeurs et Remboursements		2,826,000 »	2,826,000 »	»	»
TOTAL . . .					
	Dépenses ordinaires . . .	750,501,044 72	793,009,879 92	42,588,735 20	76,900 »
	— exceptionnelles.	19,846,391 82	13,744,500 »	598,000 »	6,699,891 82
TOTAL GÉNÉRAL		770,347,436 54	806,754,379 92	43,183,735 20	6,776,791 82
Voies et Moyens		»	807,313,524 »	+ 36,406,943 38	
EXCÉDENT DES RECETTES		»	559,144 08		

En ce qui concerne les recettes, le tableau suivant indique par branche de revenu, comparativement à 1913, les augmentations et les diminutions qui résultent du nouveau projet de Budget des Voies et Moyens :

	Augmentations.	Diminutions.
ART. 1 ^{er} . Contribution foncière . fr.	362,000 »	»
» 2. Contribution personnelle.	395,000 »	»
» 3. Droit de patente	»	8,000,000 »
» 4. Taxe sur les revenus ou bénéfices réalisés dans les sociétés par actions.	18,000,000 »	»
» 5. Taxe sur les automobiles et autres véhicules à mo- teur	1,500,000 »	»
» 6. Taxe sur les spectacles cinématographiques. .	500,000 »	»
» 7. Redevance fixe sur les mines.	»	651,000 »
» 8. Douanes	4,760,350 »	»
» 9. Accises	7,307,000 »	»
» 11. Enregistrement et tran- scription	5,100,000 »	»
» 13. Hypothèques. Droits d'in- scription.	60,000 »	»
» 14. Successions	4,100,000 »	»
» 15. Timbre.	3,000,000 »	»
» 18. Amendes de condamna- tions en matières diverses et dommages-intérêts .	100,000 »	»
» 19. Rivières et canaux . . .	200,000 »	»
» 20. Part revenant à l'État dans le produit net des quais de l'Escaut à Anvers. .	»	800,000 »
A REPORTER . . . fr.	45,384,350 »	9,451,000 »

REPORT . . fr. 45,384,350 » 9,451,000 »

ART. 22. Part revenant à l'Etat dans
le produit net de l'avant-

port de Gand	10,000 »	»
» 23. Chemin de fer	4,800,000 »	»
» 24. Télégraphes et téléphones. .	2,275,000 »	»
» 25. Postes	1,677,705 »	»
» 27. Produit du passage d'eau d'Anvers à la Tête-de- Flandre	2,000 »	»
» 28. Domaines (valeurs capi- tales)	140,000 »	»
» 30. Dépenses du chemin de fer.	150,000 »	»
» 31. Etablissements et services régis par l'Etat	5,000 »	»
» 32. Produits divers et acciden- tels, y compris ceux des examens universitaires .	50,000 »	»
» 33. Revenus des domaines. .	50,000 »	»
» 34. Abonnements au <i>Moniteur</i> , etc., perçus par l'admi- nistration des Postes. .	10,000 »	»
» 35. Produit de la vente des permis de pêche	10,000 »	»
» 36. Produits divers des prisons	50,000 »	»
» 39. Produits des actes des commissariats maritimes	10,000 »	»
» 40. Produits des droits de pi- lotage.	282,000 »	»
» 41. Produits des droits d'écluse	»	5,500 »

A REPORTER . . fr. 54,906,055 » 9,456,500 »

REPORT. . . fr. 54,906,055 » 9,456,500 »

ART. 43. Produits des établis-		
ments de bienfaisance		
de l'Etat.		
	44,000 »	»
» 45. Part réservée à l'Etat par		
la loi du 26 mars 1900		
dans les bénéfices an-		
nuels réalisés par la		
Banque Nationale de		
Belgique.		
	6,000,000 »	»
» 46. Bonification d'un quart		
pour cent par semestre		
sur l'excédent de la cir-		
culation moyenne au		
delà de 275 millions de		
francs des billets de la		
Banque Nationale de		
Belgique. (Loi du 26		
mars 1900, art. 2, 3 ^e ali-		
néa.)		
	200,000 »	»
» 49. Intérêts et dividendes des		
actions de la Société Na-		
tionale des Chemins de		
fer vicinaux.		
	500,000 »	»
» 51. Intérêts d'obligations de		
sociétés d'armement ma-		
ritime.		
	»	480 »
» » Prélèvement sur le fonds		
de la Caisse de rempla-		
cement du Département		
de la Guerre		
	»	3,000,000 »
» 52. Frais de perception des		
centimes provinciaux et		
communaux		
	25,000 »	»

A REPORTER. . fr. 61,675,055 » 12,456,980 »

REPORT. . fr. 61,675,055 » 12,456,980 »

ART. 53. Remboursement par les communes des centimes additionnels sur les non- valeurs des contributions directes			50,000 »	»
» 55. Recouvrements d'avances faites par les divers Dé- partements			50,000 »	»
» 64. Part des provinces et des communes dans le paiement des pensions des instituteurs commu- naux.			340,800 »	»
			Fr. 62,115,855 » 12,456,980 »	
AUGMENTATION. . . fr.			49,658,875 »	

Accroissement des dépenses militaires. — Ressources fiscales nouvelles.

Indépendamment des fluctuations ordinaires, relativement peu considérables, l'augmentation du Budget général pour 1914 provient, en bonne partie, des nombreuses et importantes améliorations réalisées depuis deux ans en faveur du personnel de l'État; mais elle trouve sa cause principale dans les nouvelles dépenses militaires qui ont pour contre-partie les voies et moyens récemment créés en vue d'y faire face.

Dans l'exposé financier présenté aux Chambres le 11 juin dernier (Doc. n° 290 de la Chambre des Représentants), lequel constituait en quelque sorte la préface de cinq projets de loi fiscaux, le Gouvernement a indiqué les conséquences financières de la réorganisation de la défense nationale ayant pour base la nouvelle loi de milice qui allait être votée (loi du 30 août 1913).

Les dépenses nouvelles ou supplémentaires qui doivent en découler sont de deux espèces. Ce sont, d'une part, celles qui se rapportent au service ordinaire, à ce que l'on pourrait appeler le ménage journalier de l'armée : solde, indemnités et autres allocations pécuniaires, nourriture des hommes et des chevaux, munitions courantes, service de santé, entretien et renouvellement de l'habillement et du harnachement, entretien des bâtiments militaires, etc. Et ce sont, d'autre part, les dépenses de premier établissement ayant rapport à la constitution du matériel des troupes : armement et outillage, approvisionnements, objets de couchage, matériel de guerre et d'exercice, chevaux, etc., à la construction de nouveaux bâtiments et à la création de camps d'instruction.

Le document du 11 juin établit le montant de la charge qui incombera graduellement au budget ordinaire, tant du chef des dépenses courantes que du chef des dépenses de premier établissement.

Il indique enfin, par approximation, le rendement que le Gouvernement attendait de ses projets fiscaux.

Toutefois, sur ce dernier point, l'Exposé doit être modifié en raison des atténuations apportées aux propositions primitives, ainsi que j'en ai fait le compte dans la séance de la Chambre des Représentants du 8 août 1913 (*Annales*, p. 2178).

Il est utile maintenant de montrer le rapport qui existe entre le surcroît de dépenses militaires figurant au Budget général en projet, et le supplément de recettes qu'on y prévoit du chef des récentes lois fiscales.

DÉPENSES.

Le projet de Budget du Ministère de la Guerre pour 1914 s'élève à fr. 89,829,225 »

Il doit être comparé au projet de Budget pour 1913 tel qu'il a été présenté aux Chambres fin 1912, en correspondance avec les effectifs et l'organisation militaires qui existaient à

A REPORTER. . . fr. 89,829,225 »

REPORT. . . fr. 89,829,225 »

cette époque. Le montant de ce projet était
de fr. 69,763,765 »

Mais pour que la comparaison s'établisse avec une entière conformité d'éléments, il y a lieu de soustraire de ce total le crédit exceptionnel affecté au casernement (art. 28), qui devait être couvert par une recette également exceptionnelle provenant de l'ancienne Caisse de remplacement (art. 49 du Budget des Voies et Moyens de 1913)

3,000,000 »

RESTE fr. 66,763,765 »

Différence en plus pour 1914. fr. 23,065,460 »

A cela s'ajoutent :

1° Les dépenses annuelles relatives au casernement (personnel, fournitures et travaux) transférées au Budget du Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics comme conséquence du transfert d'attributions (art. 6 du tableau *B* du projet de Budget de ce Département pour 1914).

1,577,000 »

2° Les charges d'intérêt et d'amortissement de l'emprunt correspondant aux dépenses de premier établissement déjà portées au Budget extraordinaire de 1913 (art. 33 à 44 = 26,462,000 fr.) et celles qui seront proposées au projet de Budget extraordinaire pour 1914. Leur total atteindra 75 à 80 millions, capital dont l'intérêt et l'amortissement, au cours actuel de la rente, sont évalués à

3,300,000 »

TOTAL des charges militaires nouvelles. fr. 27,942,460 »

RESSOURCES NOUVELLES.

Voici les évaluations du rendement présumé, en 1914, des impôts nouveaux ou transformés et du relèvement de certains droits, telles qu'elles sont inscrites au projet de Budget des Voies et Moyens :

ART. 3 DU TABLEAU. — Augmentation du droit de patente des banquiers, agents de change, etc. fr. 1,000,000 »

ART. 4. — Taxe sur les revenus ou bénéfices réalisés dans les sociétés par actions, déduction faite du droit de patente spécial et de la redevance proportionnelle sur les mines auxquelles elle est substituée 8,349,000 »

ART. 5. — Taxe sur les automobiles 1,500,000 »

ART. 6. — Taxe sur les spectacles cinématographiques 500,000 »

ART. 11. — Droits d'enregistrement et de transcription 5,100,000 »

ART. 14. — Droits de succession. 6,600,000 »

ART. 15. — Timbre 2,500,000 »

TOTAL. . . fr. 25,549,000 »

Ce total correspond à peu près exactement à la moyenne entre le rendement minimum et le rendement maximum que j'ai indiqués dans la séance de la Chambre du 8 août.

Il est inférieur de 2 $\frac{1}{2}$ millions environ au total des nouvelles charges militaires établi plus haut; mais il va sans dire que celles-ci, pas plus d'ailleurs que les nouvelles ressources fiscales, ne sauraient être précisées à 2 ou 3 millions près. On ne sera fixé sur les unes et sur les autres qu'à la clôture de l'exercice prochain.

**L'impôt sur les eaux-de-vie. — La consommation
d'alcool de bouche.**

Dans l'Exposé général du Budget de 1913, parlant de la statistique dressée, au moyen des constatations fiscales, aux fins d'établir la consommation présumée d'alcool de bouche, je m'exprimais en ces termes :

« Il est un facteur dont il faut tenir compte sans qu'il soit
» possible d'en déterminer l'importance : c'est l'entrée dans le
» commerce d'alcools importés ou fabriqués en fraude. Un
» redoublement de surveillance s'en est suivi et a, depuis un
» an, amené la découverte de faits de fraude nombreux et
» graves dans des usines déclarées ; de là les nouvelles mesures
» de précaution et de répression proposées dans le projet de
» loi contenant le Budget des Voies et Moyens. »

Ces mesures ont été votées et mises en vigueur, et elles trouvent leur complément dans la taxe additionnelle de 10 centimes par litre édictée en même temps (loi du 12 décembre 1912) et qui est perçue sur les alcools à la sortie de l'usine.

Cette taxe n'entre point dans la caisse de l'État : elle est attribuée au fonds spécial des communes. Mais les mesures qui en assurent la perception, notamment la réglementation et la surveillance des transports, la surveillance permanente établie dans les distilleries et les usines de rectification, les recensements (art. 6 à 9 de la loi), concourent de la manière la plus efficace à rendre impraticable le placement dans le commerce de quantités d'alcool que l'on voudrait encore fabriquer frauduleusement.

En résultat, on est maintenant assuré dans la mesure du possible que toute la quantité d'alcool livrée à la consommation est déclarée, constatée officiellement et atteinte par l'impôt.

Grâce à cela, on peut espérer que le relèvement des droits décrété provisoirement par la loi du 13 juin dernier et rendu définitif par celle du 5 septembre suivant, sortira ses pleins effets au point de vue de la réduction de la consommation.

Les dépenses militaires de premier établissement.

Il est à propos de rappeler ici le passage suivant du dernier Exposé général :

« En se reportant à une quinzaine d'années, c'est-à-dire à
» l'époque où les dépenses exceptionnelles d'ordre militaire ont
» été incorporées au Budget général, un grand effort a été fait
» pour avancer l'amélioration du casernement des troupes et
» pour élever le matériel de l'armée et l'outillage des ouvrages
» défensifs à la hauteur des nécessités, sans recourir à l'em-
» prunt. Toutefois, la Législature a admis l'intervention du
» Budget extraordinaire et de l'emprunt quand il s'est agi de
» la construction et de l'armement des forts de l'Escaut (lois
» du 30 mars 1906, du 18 août 1907 et du 5 juillet 1909).

» L'œuvre du casernement est encore loin d'arriver à son
» terme, et, d'autre part, il reste de grands sacrifices à faire pour
» compléter l'armement des ouvrages autres que ceux de
» l'Escaut ainsi que l'armement des batteries d'artillerie de
» campagne de création récente.

» Ces nouveaux efforts s'imposent avec un caractère
» d'urgence, et il n'est pas possible de les faire supporter par le
» Budget ordinaire de deux ou trois exercices, étant donné que
» les autres dépenses exceptionnelles concernant les divers
» services de l'État atteignent chaque année un total très
» élevé. »

Dans cet ordre d'idées, les Chambres ont alloué, par la loi du 28 décembre 1912 (art. 3), des crédits s'élevant ensemble à 11 1/2 millions, destinés à l'armement de l'artillerie de campagne et de certains ouvrages défensifs de la position d'Anvers, crédits qui ont été rattachés au Budget extraordinaire de 1912.

Depuis lors sont nées les nouvelles dépenses de premier établissement dont il est parlé plus haut et qui devront être effectuées dans un délai de cinq années, à mesure des nécessités et des possibilités d'exécution. D'où la conception d'un programme

financier que le Gouvernement traçait de la manière suivante dans l'exposé du 11 juin dernier, déjà mentionné :

En ce qui concerne les dépenses mobilières :

« Il ne saurait être question de les imposer par portions
» successives aux seuls budgets de ces cinq années ; ce laps de
» temps, en effet, est de beaucoup inférieur à la durée utile des
» objets qu'il s'agit d'acquérir et qui seront, comme de règle,
» entretenus et renouvelés à charge du budget ordinaire.

» D'autre part, l'imputation pure et simple sur l'emprunt,
» dans les conditions d'amortissement de notre dette, ne se
» justifierait point, étant donné qu'il s'agit d'objets qui ne con-
» serveront pas leur utilité au profit de plusieurs générations
» successives.

» Le recours à l'emprunt est cependant rationnel et néces-
» saire ; mais il ne doit avoir lieu que moyennant un amortis-
» sement accéléré, c'est-à-dire, suivant la formule plusieurs fois
» employée dans des cas analogues, à titre d'avance rembour-
» sable à charge du budget ordinaire dans un délai approprié.

» Ce délai peut être équitablement fixé à vingt-cinq années. »

Et en ce qui concerne les dépenses immobilières :

» Il s'agit ici d'un domaine perpétuel comportant l'imputa-
» tion pure et simple sur l'emprunt. »

Le Gouvernement a suivi ce programme dans ses combinaisons budgétaires pour 1914 ; les dépenses de ces deux espèces sont réservées pour le projet de Budget extraordinaire qui sera soumis aux Chambres à très bref délai ; mais, dès à présent, une première annuité de remboursement des dépenses mobilières, fixée à 7,840,000 francs, est inscrite à l'ordinaire (article 27 du projet de Budget du Ministère de la Guerre), sans préjudice à la dotation inscrite au Budget de la Dette publique pour l'ensemble de celle-ci.

Les résultats annuels du Budget général. — Les dépenses exceptionnelles. — La nouvelle situation budgétaire.

Dans les Exposés précédents, on a montré chaque année l'influence qu'exerçaient sur le solde du Budget général les modifications de comptabilité introduites en 1895.

Nous sommes trop éloignés du temps où la Rente était au-dessus du pair pour qu'il soit encore utile de faire état de la modification qui a consisté à porter en recette à l'extraordinaire les fonds d'amortissement restés sans emploi, au lieu de les attribuer, comme précédemment, au Budget des Voies et Moyens. Depuis longtemps, les crédits alloués pour l'amortissement sont régulièrement employés au rachat de titres de la Rente, ainsi qu'il résulte du tableau suivant, où sont aussi relevés les bonis annuels et le montant des dépenses exceptionnelles.

EXERCICES.	BONIS EFFECTIFS.	DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.	CAPITAUX ÉTEINTS.
1903	2,901,290 91	10,904,563 18	7,144,000
1904	6,231,764 57	11,336,373 91	10,214,800
1905	14,737,030 38	19,130,182 80	11,211,100
1906	5,646,580 11	22,667,054 50	11,831,700
1907	2,571,184 38	21,027,036 67	12,877,900
1908	3,964,653 44	12,960,585 48	13,693,700
1909	10,617,405 23	14,555,298 64	13,597,300
1910	9,532,985 87	25,471,347 90	14,837,700
1911	6,044,241 72	18,089,093 09	16,362,100
1912 (Résultat approximatif) .	985,000 »	31,600,000 »	18,647,500

On voit par ce tableau que, d'après les prévisions, le boni de 1912 paraît devoir tomber à un chiffre réduit. Sans en chercher ailleurs des causes qui peuvent se contre-balancer, on trouve dans le tableau même une explication suffisante : les dépenses exceptionnelles payées sur le Budget ordinaire de 1912 atteignent un total sans précédent.

C'est le moment de se demander s'il est vraiment rationnel et possible de continuer à inscrire à l'ordinaire toutes les dépenses dites « exceptionnelles », quelle qu'en soit la nature.

On s'est accoutumé à traiter comme telles, c'est-à-dire à exclure de l'imputation sur l'emprunt, même les dépenses de premier établissement auxquelles correspond la constitution d'un domaine perpétuel appelé à desservir encore des générations éloignées : mentionnons, à titre d'exemple, la construction ou l'agrandissement d'un palais de justice, d'une prison, d'un

musée, de bâtiments d'administration, etc. Une pareille pratique, si elle était appliquée avec rigueur, pourrait aboutir à subordonner des travaux ou des acquisitions nécessaires, si le coût en est élevé, aux disponibilités que laissent, sur les recettes ordinaires, les charges incompressibles du service courant. Et alors apparaissent des conséquences fâcheuses : ou bien l'ajournement de l'entreprise, ou bien la lenteur excessive de l'exécution, à raison de la nécessité d'échelonner la dépense sur un nombre plus ou moins grand d'exercices.

Mais il resterait à considérer si le terme actuel d'amortissement de notre dette — quatre-vingt-un ans — n'est pas trop long pour des dépenses financièrement improductives, c'est-à-dire dont l'objet ne procure pas de recettes au Trésor public, à la différence de celles qui ont rapport à la constitution de l'outillage des régies. Dans l'hypothèse envisagée, on serait peut-être amené à étendre l'amortissement spécial préconisé pour les dépenses militaires de premier établissement, aux dépenses extraordinaires analogues, classées aujourd'hui à l'ordinaire comme « exceptionnelles », qui seraient imputées sur l'emprunt.

Les chiffres établis et les considérations énoncées dans le présent exposé suffisent à faire comprendre que la nouvelle situation budgétaire, affectée de causes diverses de transformation dont les effets ne pourront être précisés et mesurés que plus tard, rendrait sans pertinence actuelle la démonstration que contenaient les exposés précédents au sujet des dépenses extraordinaires et de la dette publique.

Activité industrielle et commerciale du pays.

Son influence sur le Budget.

Quelques chiffres extraits du tableau général du commerce extérieur suffisent à mettre en évidence l'essor continu de l'activité économique du pays.

Commerce spécial.

ANNÉES.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.	TOTAL.
	francs.	francs.	francs.
1894	1,574,549,243	1,303,686,468	2,878,235,711
1900	2,215,752,965	1,922,884,181	4,138,637,146
1901	2,220,991,626	1,828,231,784	4,049,223,410
1902	2,380,683,040	1,925,490,170	4,306,173,210
1903	2,656,369,910	2,110,338,068	4,766,707,978
1904	2,782,219,972	2,183,260,722	4,965,480,694
1905	3,068,336,762	2,333,676,477	5,402,013,239
1906	3,454,017,157	2,793,840,167	6,247,857,324
1907	3,773,622,825	2,848,124,797	6,621,747,622
1908	3,327,432,638	2,506,443,668	5,833,876,306
1909	3,704,316,263	2,809,723,273	6,514,039,536
1910	4,264,960,692	3,407,428,320	7,672,389,012
1911	4,508,472,957	3,580,349,637	8,088,822,594
1912	4,958,009,199	3,951,478,572	8,909,487,771

Le passé répondant de l'avenir, il est permis de répéter une fois de plus, au lendemain du renforcement de nos voies et moyens, que « cette activité industrielle et commerciale, la » prospérité croissante de l'agriculture, dont les moyens de » production ne cessent de se perfectionner, et l'accroissement » de l'aisance générale qui dérive de ces causes, amèneront » chaque année de nouvelles plus-values du produit total des » impôts aussi bien que des recettes de régie ».

Toutefois, dans l'attente des résultats d'un exercice, au moins, passé dans la situation budgétaire nouvelle, il est prudent de laisser aux événements le soin de constater si les plus-values de recettes suffiront à couvrir encore, outre les nouvelles charges militaires, l'ensemble des autres charges futures indiquées dans la partie finale de l'Exposé général de 1913.

*
* *

En présentant aux Chambres le dernier projet de Budget

extraordinaire, le Gouvernement annonçait la résolution de déposer dorénavant ce projet avant le commencement de l'année à laquelle il se rapporte, c'est-à-dire peu de temps après le Budget général.

Il en sera ainsi cette année.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTIJD 1913-1914

BEGROOTINGEN VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

VOOR

HET DIENSTJAAR 1914

ALGEMEENE TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ingevolge de bevelen van den Koning, heb ik de eer de Wetgeving ter overweging aan te bieden, zestien ontwerpen van wet uitmakende 's Rijks Algemeene Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor het rekeningsjaar 1914, alsmede het ontwerp van Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor order.

Volgens het samenstel der ontwerpen die de Algemeene Begrooting uitmaken, wordt de vermoedelijke balans over het dienstjaar 1914 vastgesteld als volgt :

Bedrag der ramingen van ontvangsten	. fr.	807,313,524	»
— vermoedelijke uitgaven	. . .	806,754,379	92

't zij een overschot van ontvangsten van	fr.	559,144	08
--	-----	---------	----

Navolgende tabel toont aan de uiteenzetting van die cijfers geplaatst tegenover die der Begrooting van 1913 :

AANDUIDING DER BEGROOTINGEN.	BEDRAG DER BEGROOTINGEN		VERSCHILLEN.	
	gestemd voor het dienstjaar 1913.	in ontwerp voor het dienstjaar 1914.	Vermeerderingen.	Verminderingen.
Openbare Schuld.				
{ Gewone uitgaven	209,361,718 72	217,503,897 92	8,142,179 20	»
{ Uitzonderlijke uitgaven	10,000 »	»	»	10,000 »
Dotatiën.				
{ Gewone uitgaven	5,543,050 »	5,614,759 »	71,709 »	»
{ Uitzonderlijke uitgaven	»	»	»	»
Ministerie van Justitie.				
{ Gewone uitgaven	30,099,400 »	31,378,400 »	1,279,000 »	»
{ Uitzonderlijke uitgaven	1,783,333 »	870,000 »	»	913,333 »
Ministerie van Buitenlandsche Zaken.				
{ Gewone uitgaven	4,990,686 »	5,127,091 »	136,405 »	»
{ Uitzonderlijke uitgaven	»	»	»	»
Ministerie van Binnenland- sche Zaken				
{ Gewone uitgaven	7,457,805 »	7,784,910 »	327,105 »	»
{ Uitzonderlijke uitgaven	444,000 »	195,000 »	»	249,000 »
Ministerie van Wetenschap- pen en Kunsten				
{ Gewone uitgaven	41,204,302 »	42,091,228 »	886,926 »	»
{ Uitzonderlijke uitgaven	1,168,727 »	1,088,500 »	»	80,227 »
Ministerie van Nijverheid en Arbeid				
{ Gewone uitgaven	26,049,500 »	25,972,600 »	»	76,900 »
{ Uitzonderlijke uitgaven	1,308,000 »	901,000 »	»	407,000 »
Ministerie van Spoorwegen.				
{ Gewone uitgaven	236,043,784 »	246,484,749 »	10,440,965 »	»
{ Uitzonderlijke uitgaven	»	»	»	»
Ministerie van Oorlog				
{ Gewone uitgaven	69,404,495 »	81,939,225 »	12,534,730 »	»
{ Uitzonderlijke uitgaven	8,636,651 82	7,890,000 »	»	746,651 82
Gendarmerie				
{ Gewone uitgaven	9,313,620 »	11,267,230 »	1,953,610 »	»
{ Uitzonderlijke uitgaven	188,180 »	»	»	188,180 »
Ministerie van Financiën				
{ Gewone uitgaven	25,302,150 »	26,534,050 »	1,231,900 »	»
{ Uitzonderlijke uitgaven	10,000 »	10,000 »	»	»
Ministerie van Landbouw en Openbare Werken				
{ Gewone uitgaven	31,860,107 »	33,069,424 »	1,209,317 »	»
{ Uitzonderlijke uitgaven	6,175,500 »	2,070,000 »	»	4,105,500 »
Begrooting van het moeder- land van het Ministerie van Koloniën				
{ Gewone uitgaven	1,421,483 »	1,442,925 »	21,442 »	»
{ Uitzonderlijke uitgaven	»	»	»	»
Ministerie van Zeewezen, Posterijen en Telegrafen				
{ Gewone uitgaven	49,622,944 »	53,973,391 »	4,350,447 »	»
{ Uitzonderlijke uitgaven	122,000 »	720,000 »	598,000 »	»
Onwaard en Terugbetalingen				
{ Gewone uitgaven	2,826,000 »	2,826,000 »	»	»
{ Uitzonderlijke uitgaven	»	»	»	»
TOTAAL.				
{ Gewone uitgaven	750,501,041 72	793,009,879 92	42,585,735 20	76,900 »
{ Uitzonderlijke uitgaven	19,846,391 82	13,744,500 »	598,000 »	6,699,891 82
ALGEMEEN TOTAAL	770,347,436 54	806,754,379 92	43,183,735 20	6,776,791 82
's Lands Middelen	»	807,313,524 »		
OVERSCHOT DER ONTVANGSTEN.	»	559,144 08		
			+ 36,406,943 38	

Met betrekking tot de ontvangsten, duidt de navolgende tabel aan, per tak van inkomen, in vergelijking met 1913, de vermeerderingen en verminderingen die spruiten uit het nieuw ontwerp van Begrooting van 's Lands Middelen :

		Vermeerderingen.	Verminderingen.
ART.	1. Grondbelasting . . . fr.	362,000 »	»
»	2. Personeele belasting . .	395,000 »	»
»	3. Patentrecht	»	8,000,000 »
»	4. Taxe op de inkomsten of winsten behaald in de vennootschappen op aan- deelen	18,000,000 »	»
»	5. Taxe op de automobielen en andere motorvoer- tuigen	1,500,000 »	»
»	6. Taxe op de kinemavertoo- ningen	500,000 »	»
»	7. Vast mijnrecht	»	651,000 »
»	8. Douanen	4,760,350 »	»
»	9. Accijnzen	7,307,000 »	»
»	11. Registratie en overschrij- vingen	5,100,000 »	»
»	13. Hypotheken. Inschrij- vingsrechten	60,000 »	»
»	14. Erfenissen	4,100,000 »	»
»	15. Zegel	3,000,000 »	»
»	18. Boeten van veroordeelin- gen inzaken van verschil- lenden aard, schadeloos- stellingen en interesten.	100,000 »	»
»	19. Rivieren en vaarten . .	200,000 »	»
»	20. Deel aan den Staat toeko- mende in de zuivere opbrengst der Schelde- kaaien te Antwerpen .	»	800,000 »
OVER TE DRAGEN. . fr.		45,384,350 »	9,451,000 »

OVERDRACHT . . fr. 45,384,350 » 9,451,000 .

ART. 22. Deel aan den Staat toekomende in de zuivere opbrengst der voorhaven van Gent			10,000 »	»
» 23. Spoorweg	4,800,000 »	»		
» 24. Telegraaf en telefoon	2,275,000 »	»		
» 25. Posterijen	1,677,705 »	»		
» 27. Opbrengst van den overzetsdienst van Antwerpen naar het Vlaamsch-Hoofd	2,000 »	»		
» 28. Domeinen (kapitale waarden)	140,000 »	»		
» 30. Aanhoorigheden der spoorwegen.	150,000 »	»		
» 31. Gestichten en diensten beheerd door den Staat.	5,000 »	»		
» 32. Verscheidene en toevallige opbrengsten, erinbegrepen die der examens voor de hoogeschole	50,000 »	»		
» 33. Inkomsten der domeinen.	50,000 »	»		
» 34. Inschrijvingen op den <i>Moniteur</i> , enz., ontvangen door het Postbeheer.	10,000 »	»		
» 35. Opbrengst van het afgeven der vischverloven	10,000 »	»		
» 36. Verschillende opbrengsten der gevangenissen.	50,000 »	»		
» 39. Opbrengsten der akten van waterschoutbeambten	10,000 »	»		
OVER TE DRAGEN. . fr			53,624,055 »	9,451,000 »

OVERDRACHT . . fr. 53,624,055 » 9,451,000 »		
ART. 40. Opbrengsten der loodsgel-		
den	282,000 »	»
» 41. Opbrengsten der sluisgel-		
den.	»	5,500 »
» 43. Opbrengsten der welda-		
digheidsgestichten van		
den Staat	44,000 »	»
» 45. Deel den Staat voorbehou-		
den door de wet van		
26 Maart 1900, in de		
jaarlijksche winsten ver-		
wezenlijkt door de Na-		
tionale Bank van België	6,000,000 »	»
» 46. Bonificatie van een vierde		
tenhonderd, per halfjaar,		
op het overschot der ge-		
middeld boven 275 mil-		
lioën frank in omloop		
zijnde bankbriefjes van		
de Nationale Bank van		
België (wet van 26 Maart		
1900, art. 2, 3 ^e alinea).	200,000 »	»
» 49. Interesten en dividenden		
der aandelen van de		
Nationale Maatschappij		
der Buurtspoorwegen .	500,000 »	»
» 51. Interesten der obligatiën		
van vennootschappen		
voor zeereederij . . .	»	480 »
» » Vooraflichting op het		
fonds van de Kas voor		
plaatsvervangings van		
OVER TE DRAGEN. . fr. 61,650,055 » 9,456,980 »		

OVERDRACHT. . fr.	61,650,055 »	9,456,980 »
het Departement van Oorlog	»	3,000,000 »
ART. 52. Kosten van ontvang der provincie- en gemeente- centiemen	25,000 »	»
» 51. Terugbetaling, door de gemeenten, der opcen- tiemen op de onwaarden der rechtstreeksche be- lastingen	50,000 »	»
» 55. Invordering van voor- schotten gedaan door de verschillende departe- menten	50,000 »	»
» 62. Aandeel der provinciën en gemeenten in de be- taling van de pensioenen der gemeenteonderwij- zers	340,800 »	»
	Fr. 62,115,855 »	12,456,980 »
VERMEERDERING. . fr.	49,658,875 »	

**Toeneming der uitgaven van militairen aard, — Nieuwe
fiscale middelen.**

Buiten de gewone veranderingen welke betrekkelijk min gewichtig zijn, spruit de verhooging der algemeene begrooting voor 1914 grootendeels voort uit de veeltallige en aanzienlijke verbeteringen sedert twee jaren ingevoerd ten voordeele van het Staatspersoneel; doch zij vindt hare hoofdoorzaak in de nieuwe uitgaven van militairen aard waartegen opwegen de middelen onlangs tot stand gebracht ten einde ze te bestrijden.

In de financieele memorie aan de Kamers onderworpen den 11^e Juni l. l. (Besch. n^o 290 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers), welke eenigerwijze de voorlichting was van vijf fiscale wetsontwerpen, heeft de Regeering de financieele gevolgen aangestipt der herinrichting van 's lands verdediging berustende op de nieuwe militiewet welke ging gestemd worden (wet van 30 Augustus 1913).

De nieuwe of aanvullende uitgaven die er moeten uit voortspuiten, zijn van tweeërlei aard. Het zijn eenerzijds die welke behoren tot den gewonen dienst, tot hetgeen men zou kunnen noemen de dagelijksche huishouding van het leger : soldij, vergoedingen en andere geldelijke toelagen, voeding van manschappen en paarden, de loopende krijgsvoorraad, gezondheidsdienst, onderhoud en hernieuwing van de kleedij en van het paardetuig, onderhoud der militaire gebouwen, enz. En het zijn, anderzijds, de kosten van eerste inrichting betreffende het aanschaffen van materieel voor de troepen : bewapening en gereedschap, proviandeering, beddegoed, oorlogs- en oefeningsmaterieel, paarden, enz., en ook de stichting van nieuwe gebouwen en de inrichting van kampen voor onderrichting.

Het document van 11 Juni stelt het bedrag van den last vast die trapsgewijze ten laste zal komen van de gewone begrooting, zoowel uit hoofde van de loopende uitgaven, als wegens de kosten van eerste inrichting.

Het toont ten slotte bij benadering aan, de opbrengst welke de Regeering van zijne fiscale ontwerpen verwachtte.

Nochtans moet de toelichting aangaande dit laatste punt veranderd worden uit hoofde der aan de oorspronkelijke voorstellen gebrachte verzachtingen, zooals ik er de rekening van gemaakt heb in de zitting van de Kamer der Volksvertegenwoordigers van 8 Augustus 1913 (*Annales*, blz. 2178).

Het past thans aan te wijzen de verhouding die bestaat tusschen de vermeerdering der uitgaven van militairen aard, welke voorkomen op de Algemeene Begrooting in ontwerp en de aanvulling van ontvangsten die men er in voorziet uit hoofde der laatste fiscale wetten.

UITGAVEN.

Het ontwerp-begrooting van het Ministerie van Oorlog voor 1914 bedraagt fr. 89,829,225 »

Het moet vergeleken worden met de Begrooting voor 1913 zooals deze einde 1912 bij de Kamers ingediend werd, in overeenstemming met de militaire effectieven en inrichting welke toenmaals bestonden. Het bedrag van dit ontwerp beliep. . . . fr. 69,763,765 »

Maar opdat de vergelijking geschiede met volkomen overeenstemming van bestanddelen, moet van dit totaal afgetrokken worden het buitengewoon krediet bestemd voor de kazerneering (art. 28), dat gedekt moest worden door eene insgelijks uitzonderlijke ontvangst voortkomende van de vroegere kas voor plaatsvervanging (art. 49 van de Begrooting van 's Lands Middelen voor 1913 3,000,000 »

BLIJFT fr. 66,763,765 »

Verschil in meer voor 1914 fr. 23,065,460 »

Daarbij zijn te voegen :

1^o De jaarlijksche uitgaven betreffende de kazerneering (personeel, benodigdheden en werken) overgebracht op de Begrooting van het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken als gevolg der overbrenging van ambtsbemoeiingen (art. 6 van tabel *B* van het Begrootingsontwerp van dit Departement voor 1914) 1,577,000 »

OVER TE DRAGEN. . fr. 24,642,460 »

OVERDRACHT. . . fr. 24,642,460 »

2° De lasten van interest en schulddelging van de leening, overeenstemmende met de kosten van eerste inrichting reeds gebracht op de Buitengewone Begrooting voor 1913 (art. 33 tot 44 = 26,462,000 fr.) en degene welke zullen voorgesteld worden in het ontwerp van Buitengewone Begrooting voor 1914. Hun bedrag zal 75 tot 80 millioen belooopen, kapitaal waarvan de interest en de schulddelging, volgens den huidige koers der rente, geraamd worden op 3,300,000 »

TOTAAL der nieuwe lasten van militairen
aard fr. 27,942,460 »

NIEUWE MIDDELEN.

Ziehier de ramingen van de vermoedelijke opbrengst, in 1914, der nieuwe of veranderde belastingen en der vermeerdering van zekere rechten, zooals zij ingeschreven werden in het ontwerp-begrooting van 's Lands Middelen :

ART. 3 VAN DE TABEL. — Verhooging van het patentrecht der bankiers, wisselagenten, enz. fr. 1,000,000 »

ART. 4. — Taxe op de inkomsten of winsten behaald in de vennootschappen op aandelen, na altrek van het bijzonder patentrecht en het evenredig mijnrecht welke zij vervangt . . . 8,349,000 »

ART. 5. — Taxe op de automobielen . . . 1,500,000 »

ART. 6. — Taxe op de kinemavertooningen. 500,000 »

ART. 11. — Registratie- en overschrijvingsrecht 5,100,000 »

ART. 14. — Erfenisrecht 6,600,000 »

ART. 15. — Zegel 2,500,000 »

TOTAAL. . . fr. 25,549,000 »

Dit totaal stemt bijna volkomen overeen met de middelsom tusschen de minimum opbrengst en de maximum opbrengst welke ik opgegeven heb in de zitting der Kamer van 8 Augustus.

Het bedraagt ongeveer 2 1/2 miljoen minder dan het hooger vastgesteld totaal der nieuwe lasten van militairen aard; maar het is onbetwistbaar dat deze, evenmin als de nieuwe fiscale middelen, niet op 2 of 3 miljoen na begroot kunnen worden. Men zal slechts zekerheid hebben over een en ander bij het sluiten van het toekomstige dienstjaar.

Het recht op den brandewijn. — Het verbruik van drinkbaren alcohol.

In de Algemeene Toelichting van de Begrooting van 1913, sprekende over de statistiek opgemaakt door middel der fiscale waarnemingen, met het oogmerk het vermoedelijk verbruik van den drinkbaren alcohol vast te stellen, drukte ik mij uit als volgt :

« Er is een factor die niet voorbij mag worden gezien, zonder
» nochtans dat het mogelijk zij deszelfs gewicht te bepalen : 't is
» het insluipen in den handel van ter sluik ingevoerden of gefa-
» briceerden alcohol. Verdubbeling van toezicht is er het gevolg
» van geweest en heeft, sedert een jaar, talrijke en bedenkelijke
» feiten van ontduiking in aangegeven fabrieken aan het licht
» gebracht; op grond daarvan, de nieuwe maatregelen van voor-
» zorg en beteugeling voorgesteld in het wetsontwerp houdende
» de Begrooting van 's Lands Middelen. »

Deze maatregelen werden gestemd en ten uitvoer gelegd en zij vinden hunne aanvulling in de bijtaxe van 10 centiemen den liter gelijktijdig ingevoerd (wet van 12 December 1912) en welke geheven wordt van den alcohol bij uitslag uit de fabriek.

Deze taxe komt niet in de Staatskas : zij wordt toegekend aan het bijzonder fonds der gemeenten. Maar de maatregelen welke de inning daarvan verzekeren, inzonderheid de verordening van

en het toezicht op de verzendingen, de onafgebroken bewaking gehouden in de stokerijen en de distilleerderijen, de opnemingen (art. 6 en 9 der wet), dragen op de doelmatigste wijze bij tot het onmogelijk maken van het afzetten in den handel van hoeveelheden alcohol welke men nog ter sluik zou willen fabricceeren.

In werkelijkheid is men thans, voor zoover het mogelijk is, verzekerd dat alle in het vrije verkeer gebrachte hoeveelheid alcohol wordt aangegeven, officieel opgenomen en met het recht belast.

Dank daaraan, mag men hopen dat de verhooging van recht tijdelijk uitgevaardigd door de wet van 13 Juni 11. en voorgoed vastgesteld door deze van 5 September, op het standpunt van de vermindering van verbruik hare volle uitwerking zal hebben.

De militaire kosten van eerste inrichting.

Het past hier den volgenden volzin van de laatste Algemeene Toelichting te herinneren :

« Wanneer men een vijftiental jaren terugdenkt, 't is te
» zeggen aan het tijdstip waarop de uitzonderlijke uitgaven
» van militairen aard bij de Algemeene Begrooting werden
» ingelijfd, bemerkt men, dat heel veel is gedaan geworden
» om de verbetering van de kazerneering der troepen te bevoor-
» deren en om het materieel van het leger en de toerusting der
» verdedigingswerken op het peil der behoeften te brengen,
» zonder tot leening de toevlucht te nemen. Echter heeft de
» Wetgeving in de tusschenkomst van de Buitengewone Be-
» grooting en van de leening bewilligd, wanneer het den bouw
» en de bewapening van de forten der Schelde heeft gegolden
» (wetten van 30 Maart 1906, van 18 Augustus 1907 en van
» 5 Juli 1909).

» Het werk der kazerneering is nog op ver na niet afge-
» loopen en, anderzijds, blijven nog groote offers te plengen
» tot aanvulling van de bewapening der andere werken dan

- » die van de Schelde, alsmede tot bewapening van de veld-
- » artillerie-batterijen welke onlangs geschapen werden.
- » Van klemmenden en spoedeischenden aard zijn die nieuwe
- » opofferingen, en het is niet mogelijk ze te doen dragen door
- » de gewone Begrooting van twee of drie dienstjaren, om
- » reden dat de andere uitzonderlijke uitgaven betreffende
- » de verschillende Rijksdiensten telken jare een zeer hoog
- » totaal bereiken. »

In dien gedachtengang, hebben de Kamers, door de wet van 28 December 1912 (art. 3) kredieten toegestaan welke te zamen 11 ½ miljoen beloopten, bestemd voor de bewapening der veld-artillerie en zekere verdedigingswerken van de stelling Antwerpen, kredieten die gehecht werden aan de Buitengewone Begrooting over 1912.

Sedert kwamen te voorschijn de nieuwe kosten van eerste inrichting waarvan hooger sprake en die zullen moeten gedaan worden binnen den termijn van vijf jaren, naar gelang der noodwendigheden en der mogelijkheid van uitvoering. Vandaar de opvatting van een financieel programma dat de Regeering in de reeds hoogervermelde toelichting van 11 Juni ll. op de volgende wijze uiteenzette :

Wat betreft de uitgaven voor mobilaire goederen :

- » Er zou geen spraak kunnen zijn ze, bij achtereenvolgende
- » gedeelten, ten laste der enkele begrootingen van die vijf jaren
- » te brengen : die tijdruimte is, inderdaad, veel korter dan de
- » duur der benutting van de voorwerpen die moeten aange-
- » kocht worden en die, volgens het gebruik, ten laste van de
- » Gewone Begrooting zullen onderhouden en hernieuwd
- » worden.
- » Anderdeels, zou de eenvoudige telastlegging op de leening
- » niet te rechtvaardigen zijn in de voorwaarden van delging
- » onzer schuld, aangezien het voorwerpen geldt die hunne
- » bruikbaarheid niet zullen behouden ten bate van verschil-
- » lende achtereenvolgende geslachten.
- » De toevlucht tot leeningen is nochtans redematig en nood-

» wendig ; maar ze moet slechts genomen worden mits eene
 » bespoedigde delging, dit is te zeggen, volgens de meermaals
 » in dergelijke gevallen aangewende formule, ten titel van
 » voorschot terug te betalen ten laste der Gewone Begrooting,
 » binnen eene gepaste tijdruimte.

» Die tijdruimte mag billijk op vijfen twintig jaren geraamd
 » worden. »

En wat betreft de uitgaven voor onroerende goederen :

» Het geldt hier de stichting van een altijddurend domein,
 » welke de eenvoudige telastlegging op de leening gedooft. »

De Regeering heeft dit programma gevolgd in zijne begrotingsberekeningen voor 1914 ; de uitgaven van die twee soorten zijn voorbehouden voor het ontwerp van Buitengewone Begrooting dat binnen zeer korten tijd bij de Kamers zal ingediend worden ; doch, nu reeds, is eene eerste jaarsom tot vereffening der mobiele uitgaven, gesteld op 7,840,000 frank, uitgetrokken op de Gewone Begrooting (artikel 27 van het ontwerp-begrooting van het Ministerie van Oorlog), ongerekend de dotatie uitgetrokken op de Begrooting der Openbare Schuld voor het geheel bedrag dezer laatste.

De jaarlijksche uitslagen der algemeene Begrooting. — De uitzonderlijke uitgaven. — De nieuwe begrootingstoestand.

In de vorige Toelichtingen heeft men telken jare getoond welken invloed de in 1895 ingevoerde comptabiliteitswijzigingen op het saldo van de algemeene Begrooting hadden.

Reeds te lang is de tijd voorbij waarop de Rente boven par stond, opdat het nog nuttig weze de wijziging aan te stippen die bestond in het boeken in ontvangst op het Buitengewone van de ongebruikt gebleven delgingslondszen, in stede van die, als vroeger, aan de Begrooting van 's Lands Middelen toe te kennen. Sedert lang worden de kredieten, toegestaan voor de delging, regelmatig gebruikt tot het inkoopen van titels der

Rente, zooals blijkt uit de volgende tabel, waarin ook worden aangeduid de jaarlijksche boni's en het bedrag van de uitzonderlijke uitgaven.

DIENSTJAREN.	WERKELIJKE BONI'S.	UITZONDERLIJKE UITGAVEN.	GEDEELDE KAPITALEN.
1903	2,901,290 91	10,904,563 18	7,144,000
1904	6,231,764 57	11,336,373 91	10,214,800
1905	14,737,030 38	19,130,182 80	11,211,100
1906	5,646,580 11	22,667,054 50	11,831,700
1907	2,571,184 38	21,027,036 67	12,877,900
1908	3,964,653 44	12,660,585 48	13,693,700
1909	10,617,405 23	14,555,298 64	13,597,300
1910	9,532,985 87	25,471,547 90	14,837,700
1911	6,044,241 72	18,059,093 09	16,362,100
1912 (Benaderende uitslag) .	985,000 »	31,600,000 »	18,647,500

Door die tabel ziet men dat, volgens de vermoedens, het saldo van 1912 op een verminderd cijfer schijnt te moeten vallen. Zonder hiervan elders oorzaken op te sporen, die elkan- der in evenwicht kunnen houden, vindt men in de tabel zelf eene voldoende uitlegging : de uitzonderlijke uitgaven betaald ten laste van de Gewone Begrooting van 1912 beloopt een tot nu toe nooit bereikt totaal.

Het oogenblik is gekomen om zich af te vragen of het waar- lijk redelijk en mogelijk is voort te gaan met al de uitgaven genaamd « uitzonderlijke », welk ook haar aard zij, in de Gewone Begrooting op te nemen.

Men heeft zich gewend als dusdanige te behandelen, 't is te zeg- gen uit de toerekening op de leening buiten te sluiten, de uitga- ven zelfs van eerste inrichting die overeenstemmen met het vestigen van een blijvend domein bestemd om nog ten nutte te strekken aan verre nageslachten ; vermelden wij, als voorbeeld, het opbouwen of het vergrooten van een justitiepaleis, van eene gevangenis, van een museum, van gebouwen der beheeren, enz. Dergelijke praktijk, moest zij streng worden toegepast, zou tot uitslag kunnen hebben van noodzakelijke werken of aan- koopen, wanneer de prijs er van aanzienlijk is, afhankelijk te

stellen van hetgeen de oninkrimpbare lasten van den loopenden dienst op de gewone ontvangsten beschikbaar laten. En alsdan doen zich ergerlijke gevolgen voor : ofwel de verschuiving van de onderneming, ofwel de bovenmatige vertraging in de uitvoering, uit hoofde der noodwendigheid de uitgave over een min of meer groot getal dienstjaren te verdeelen.

Doch zou blijven te onderzoeken of de huidige delgingstermijn van onze schuld — een en tachtig jaar — niet te lang is voor op financieel gebied onproductieve uitgaven, 't is te zeggen waarvan het onderwerp geene inkomsten aan de Openbare Schatkist verschaft, in onderscheid met die welke betrekking hebben tot het vestigen van de toerusting der regie's. In de beschouwde onderstelling, zou men er misschien toe gebracht worden van de bijzondere delging voor de militaire uitgaven van eerste inrichting uit te strekken tot de soortgelijke buitengewone uitgaven, thans in de Gewone Begrooting als « uitzonderlijke » gerangschikt en die ten laste van de leening zouden komen.

De in deze toelichting vastgestelde cijfers en aangehaalde overwegingen doen genoegzaam begrijpen dat de nieuwe begrootingstoestand, getroffen door verscheidene oorzaken van vervorming waarvan de uitwerksels eerst later zullen kunnen nader bepaald en afgemeten worden, alle huidige waarde zou ontnemen aan het betoog vervat in de vorige toelichtingen nopens de buitengewone uitgaven en de openbare schuld.

's Rijks nijverheids- en handelsbedrijvigheid.

Dezer invloed op de Begrooting.

Eenige cijfers, getrokken uit de Algemeene Tabel van den handel met het buitenland, volstaan om in het licht te stellen welke vaste vlucht 's Lands economische bedrijvigheid genomen heeft.

Bijzondere handel.

JAREN.	INVOER.	UITVOER.	TOTAAL.
	frank.	frank.	frank.
1894	1,574,549,243	1,303,686,468	2,878,235,711
1900	2,215,752,965	1,922,884,181	4,138,637,146
1901	2,220,991,626	1,828,231,784	4,049,223,410
1902	2,380,683,040	1,925,490,170	4,306,173,210
1903	2,656,369,910	2,110,338,068	4,766,707,978
1904	2,782,219,972	2,183,260,722	4,965,480,694
1905	3,068,336,762	2,333,676,477	5,402,013,239
1906	3,454,017,157	2,793,840,167	6,247,857,324
1907	3,773,622,825	2,848,124,797	6,621,747,622
1908	3,327,432,638	2,506,443,668	5,833,876,306
1909	3,704,316,265	2,809,723,273	6,514,039,536
1910	4,264,960,692	3,407,428,320	7,672,389,012
1911	4,508,472,957	3,580,349,637	8,088,822,594
1912	4,958,009,199	3,951,478,572	8,909,487,771

Daar het verledene borg staat voor de toekomst, is het eenmaal te meer toegelaten te herhalen, kort na de versterking van 's Lands Middelen, dat « deze nijverheids- en handelsbedrijvigheid, de toenemende bloei van den landbouw, waarvan » de middelen tot voortbrenging geleidelijk verbetering ondergaan, en de verhooging van het peil der algemeene welvaart, » welke uit die oorzaken voortvloeit, telken jare vermeerdering » van de totale opbrengst der belastingen, zoowel als van de » regieontvangsten, zullen teweegbrengen. »

Echter in de verwachting van de uitslagen van ten minste één dienstjaar doorgebracht onder regiem van den nieuwen begrootingstoestand, is het geraadzaam aan de gebeurtenissen de zorg over te laten van te bewijzen of de vermeerderingen der ontvangsten zullen voldoende zijn om, buiten de nieuwe militaire lasten, het gezamenlijke der andere latere lasten te dekken die in het laatste gedeelte van de Algemeene Toelichting van 1913 zijn aangeduid.

*
* *

Toen bij de Kamers het laatste ontwerp van Buitengewone Begrooting werd ingediend, gaf de Regeering te kennen dat zij het besluit had genomen van voortaan dit ontwerp in te zenden vóór het begin van het jaar waarop het betrekking heeft, 't is te zeggen korten tijd na de Algemeene Begrooting.

Zulks zal dit jaar geschieden.

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

